



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/RES/53/18 B
6 août 1999

Cinquante-troisième session
Point 125 de l'ordre du jour

RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

[sur le rapport de la Cinquième Commission (A/53/544/Add.1)]

53/18. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

B¹

L'Assemblée générale,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général sur le financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental² et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires³,

Ayant à l'esprit la résolution 690 (1991) du Conseil de sécurité, en date du 29 avril 1991, par laquelle le Conseil a décidé de créer la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, et les résolutions ultérieures dans lesquelles il a prorogé le mandat de la Mission, dont la plus récente est la résolution 1238 (1999) du 14 mai 1999,

Rappelant sa résolution 45/266 du 17 mai 1991, relative au financement de la Mission, et ses résolutions et décisions ultérieures, dont la plus récente est la résolution 53/18 A du 2 novembre 1998,

¹ En conséquence, la résolution 53/18, qui figure à la section VI des *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 49 (A/53/49)*, vol. I, doit être considérée comme étant la résolution 53/18 A.

² A/53/810 et A/53/820.

³ A/53/943.

Réaffirmant que les dépenses relatives à la Mission sont des dépenses de l'Organisation qui doivent être supportées par les États Membres conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies,

Rappelant ses décisions antérieures concernant la nécessité d'appliquer, pour couvrir les dépenses occasionnées par la Mission, une méthode différente de celle utilisée pour financer les dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies,

Tenant compte du fait que les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes et que les pays économiquement peu développés ont une capacité relativement limitée de participer au financement d'une opération de cette nature,

Ayant à l'esprit les responsabilités spéciales qui incombent aux États membres permanents du Conseil de sécurité pour ce qui est du financement des opérations de cette nature, comme elle l'a indiqué dans sa résolution 1874 (S-IV) du 27 juin 1963,

Notant avec satisfaction que des contributions volontaires ont été apportées pour la Mission,

Consciente qu'il est indispensable de doter la Mission des ressources financières dont elle a besoin pour s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité,

1. *Prend note* de l'état des contributions à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental au 30 avril 1999, notamment du fait que le montant des contributions non acquittées s'élevait à 59,3 millions de dollars des États-Unis, soit 17 p. 100 du montant total des contributions mises en recouvrement pour la période allant de la création de la Mission au 31 mars 1999, constate qu'environ 6 p. 100 des États Membres ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts, et prie instamment tous les autres États Membres intéressés, en particulier ceux qui ont accumulé des arriérés, de verser les sommes dont ils demeurent redevables;

2. *Se déclare préoccupée* par la situation financière des opérations de maintien de la paix, en particulier pour ce qui concerne le remboursement des pays ayant fourni des contingents, qui sont pénalisés du fait des arriérés dont sont redevables certains États Membres;

3. *Remercie* les États Membres qui ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts;

4. *Prie instamment* tous les autres États Membres de faire tout leur possible pour verser ponctuellement l'intégralité de leurs quotes-parts au titre de la Mission;

5. *Prend note* des observations et souscrit aux recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport³;

6. *Prie* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour que la Mission soit administrée avec le maximum d'efficacité et d'économie;

7. *Prie également* le Secrétaire général, afin de réduire les dépenses afférentes à l'emploi d'agents des services généraux, de continuer à s'efforcer de pourvoir localement les postes d'agent des services généraux de la Mission, en tenant compte de ses besoins;

8. *Décide* d'ouvrir, pour inscription au Compte spécial de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, aux fins du fonctionnement de la Mission du 1^{er} juillet 1999 au 30 juin 2000, un crédit d'un montant brut de 52 124 911 dollars (montant net: 48 173 311 dollars), comprenant un montant de 2 593 381 dollars à verser au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et un montant de 508 530 dollars pour la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie);

9. *Décide également*, à titre d'arrangement spécial, de répartir entre les États Membres un montant brut de 10 714 566 dollars (montant net: 9 902 291 dollars) pour la période du 1^{er} juillet au 14 septembre 1999, en se fondant sur la composition des groupes indiquée aux paragraphes 3 et 4 de sa résolution 43/232 du 1^{er} mars 1989, telle que modifiée par ses résolutions 44/192 B du 21 décembre 1989, 45/269 du 27 août 1991, 46/198 A du 20 décembre 1991, 47/218 A du 23 décembre 1992, 49/249 A du 20 juillet 1995, 49/249 B du 14 septembre 1995, 50/224 du 11 avril 1996, 51/218 A à C du 18 décembre 1996 et 52/230 du 31 mars 1998, et par ses décisions 48/472 A du 23 décembre 1993 et 50/451 B du 23 décembre 1995, et sur le barème des quotes-parts pour l'année 1999, établi par sa résolution 52/215 A du 22 décembre 1997;

10. *Décide en outre* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des charges à répartir entre les États Membres en application du paragraphe 9 ci-dessus leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts représentant les recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour la période du 1^{er} juillet au 14 septembre 1999, soit un montant estimatif de 812 275 dollars;

11. *Décide*, à titre d'arrangement spécial et au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la Mission au-delà du 14 septembre 1999, de répartir entre les États Membres un montant brut de 41 410 345 dollars (montant net: 38 271 020 dollars) pour la période du 15 septembre 1999 au 30 juin 2000, à recouvrer à raison d'un montant brut de 4 343 743 dollars par mois (montant net: 4 014 443 dollars), selon les modalités indiquées dans la présente résolution et suivant le barème des quotes-parts pour les années 1999 et 2000, établi par sa résolution 52/215 A;

12. *Décide également* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X), il sera déduit des charges à répartir entre les États Membres en application du paragraphe 11 ci-dessus leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts représentant les recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour la période du 15 septembre 1999 au 30 juin 2000, soit un montant estimatif de 3 139 325 dollars;

13. *Décide en outre* que, dans le cas des États Membres qui se sont acquittés de leurs obligations financières au titre de la Mission, il sera déduit des charges à répartir en application du paragraphe 9 ci-dessus leurs parts respectives du solde inutilisé d'un montant brut de 6 523 200 dollars (montant net: 5 357 200 dollars) relatif à la période du 1^{er} juillet 1997 au 30 juin 1998;

14. *Décide* que, dans le cas des États Membres qui ne se sont pas acquittés de leurs obligations financières au titre de la Mission, leur part du solde inutilisé d'un montant brut de 6 523 200 dollars (montant net: 5 357 200 dollars) relatif à la période du 1^{er} juillet 1997 au 30 juin 1998 sera déduite des sommes dont ils demeurent redevables;

15. *Demande* que soient apportées pour la Mission des contributions volontaires, tant en espèces que sous forme de services ou de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général, qui seront gérées, selon qu'il conviendra, conformément à la procédure et aux pratiques qu'elle a établies;

16. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental».

*101^e séance plénière
8 juin 1999*